

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2625

[C — 2009/29370]

**26 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution du décret du 19 octobre 2007
relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Ce projet comprend 4 chapitres :

- un chapitre concerne les variables qui feront l'objet d'une demande, à chaque fois auprès de la source authentique identifiée, dans le cadre de la gestion, soit d'un agrément, soit d'une liquidation ou d'un contrôle de subvention. Certaines données sont dites communes à l'ensemble des services, c'est-à-dire que ces données sont demandées à tous les opérateurs relevant de la compétence de la Communauté française, peu importe le service administratif dont ils dépendent. D'autres données sont spécifiques à certains services. Ces données ont été établies en concertation avec les services de la Communauté française concernés.

Les articles 4 et 5 du projet concernent le cadastre de l'emploi en tant qu'outil de gestion. Il s'agit donc de la partie de la base de données « cadastre de l'emploi » qui va permettre aux services du Ministère de la Communauté française et de l'O.N.E., soit d'accorder un agrément (aussi appelé selon les textes décrétaux reconnaissance, autorisation, déclaration, contrôle), soit de liquider une subvention ou de contrôler l'octroi de la subvention (chapitre II du décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française).

Dans le décret du 19 octobre 2007 lui-même, à l'article 4, on définit déjà les variables qui pourront se trouver dans le cadastre de l'emploi. Mais cet article 4 doit se lire en parallèle de l'article 5 du décret qui prévoit explicitement que les données récoltées doivent l'être :

- dans un but clairement défini (l'octroi d'un agrément et/ ou d'une subvention en l'occurrence);
- dans un strict respect de la proportionnalité entre les données réclamées et récoltées et l'utilisation que l'on va en faire.

Lorsque le cadastre de l'emploi, dans sa partie outil de gestion, va se mettre en place, la récolte des données va être automatisée et le flux des données se fera aux échéances prévues, sans aucune formalité supplémentaire particulière.

Il fallait donc garantir aux travailleurs et employeurs relevant de la compétence de la Communauté française que les données récoltées l'étaient sur la base de dispositions légales précises et que le principe de proportionnalité évoqué ci-avant était garanti.

Pour ce faire, le Gouvernement a eu recours à deux « outils » différents :

- en premier lieu, il a repris, dans chaque décret et arrêté d'exécution relatifs à chaque secteur relevant de la compétence de la Communauté française, les seuls éléments nécessaires pour l'octroi de l'agrément et/ou de la subvention et il a « relisté » ces éléments dans l'arrêté d'exécution relatif au cadastre de l'emploi. Ainsi, toute personne concernée ne doit pas faire l'exercice de relire intégralement le décret et les arrêtés d'exécution relatifs à son secteur pour savoir si les informations récoltées sont conformes au principe de proportionnalité, car cette liste est reprise in extenso, pour chaque secteur, dans l'AECF soumis à votre avis. Si un élément de cette liste devait être modifié, il faut que le décret et/ou l'arrêté fonctionnel soit modifié (ce qui suppose soit une intervention parlementaire, soit un arrêté d'exécution du Gouvernement) et il faut que la liste reprise dans cet arrêté « cadastre de l'emploi » soit modifiée par le Ministre-Président de la Communauté française, après avis du Comité d'accompagnement et sur proposition du Secrétaire Général ou de l'Administrateur général de l'O.N.E. (article 6 de l'AECF);
- en deuxième lieu, la demande d'obtention des données a été introduite auprès de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Celle-ci a vérifié les objectifs poursuivis et la proportionnalité entre les données demandées et leur utilisation et elle a marqué son accord sur la demande du Ministère de la Communauté française pour chacun des secteurs.

Toutes les données relatives à l'identification juridique de l'employeur sont issues de la Banque-Carrefour des entreprises. Les données relatives à l'identification comptable de l'employeur relèvent de la base de données de la Communauté française. Les autres données relèvent principalement d'informations communiquées directement par les employeurs.

Les données relatives aux travailleurs proviennent :

- du registre national en ce qui concerne l'identité juridique du travailleur;
- de la Banque Carrefour de la sécurité sociale en ce qui concerne toutes les données relatives aux prestations de travail et aux salaires et avantages sociaux y afférents;
- de l'employeur pour les autres données (entre autres la fonction et le diplôme).
- un deuxième chapitre concerne l'utilisation de données issues du cadastre de l'emploi comme outil statistique. Deux balises importantes sont établies dans ce cadre :
 - o d'une part, seules des données anonymes ou codées peuvent être utilisées à des fins statistiques;
 - o d'autre part, la Commission de protection de la vie privée doit émettre un avis préalable à la communication des données du cadastre de l'emploi à des fins statistiques;
- un troisième chapitre concerne les modalités relatives à la sécurité et à la confidentialité du cadastre de l'emploi : ce chapitre règle la question des personnes autorisées à accéder au cadastre de l'emploi (ceci se fait en forme pyramidale, certains acteurs ayant accès à l'ensemble des données alors que d'autres n'ont accès qu'à des données limitées – application des articles 13 et 14 de l'AECF), de la traçabilité de l'utilisation du cadastre de l'emploi, des dispositions à prendre si, pour un cas de force majeure, l'utilisation du cadastre de l'emploi était perturbée (l'objectif étant de ne pas pénaliser les opérateurs dans l'octroi des subventions à temps et à heure). Un droit de recours contre les décisions prises par les services de la Communauté française sur la base du cadastre de l'emploi est également ouvert aux opérateurs;
- le quatrième chapitre règle la composition et le fonctionnement du Comité d'accompagnement et du comité de pilotage dont les missions sont définies à l'article 10 du décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française.

L'entrée en vigueur du décret et de l'arrêté d'exécution est fixée au 1^{er} avril 2009. Dès ce moment, une période transitoire de deux ans permet d'opérationnaliser la tenue du cadastre de l'emploi.

**26 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution du décret du 19 octobre 2007
relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française**

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
Vu le décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française, entre autres l'exécution de l'article 2, § 1^{er}, § 2 et § 5, article 4, § 2, article 6, § 3, article 9, article 10 et article 41;
Vu l'avis de l'inspection des Finances donné le 10 mars 2006;
Vu l'avis de la Commission de Protection de la Vie Privée du 14 janvier 2009;
Vu l'avis n° 46047/2 du Conseil d'Etat rendu le 11 mars 2009;
Sur la proposition du Ministre-Président de la Communauté française,
Après délibération,
Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Décret » : le décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française;
- 2° Loi du 8 décembre 1992 : la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
- 3° Loi du 15 janvier 1990 : la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;
- 4° Services et organismes de la Communauté française : la Direction générale de la santé, la Direction générale de l'aide à la jeunesse, la Direction générale du sport, la Direction générale de la culture, le Service général de l'audiovisuel et des multimédias, le Secrétariat général et l'O.N.E.;
- 5° Commission de la protection de la vie privée : la Commission de la protection de la vie privée instituée à l'article 23 de la loi du 8 décembre 1992;
- 6° Opérateur : institution ou service relevant du « Non-marchand » visé à l'article 1^{er}, 3° du décret. L'opérateur correspond totalement ou partiellement à l'entité juridique, ci-après dénommée « employeur », tel que défini à l'article 1^{er}, 1° du décret.

CHAPITRE I^{er}. — Les données en tant qu'outil de gestion

Art. 2. Pour chaque employeur autorisé, déclaré, contrôlé, subsidié, agréé et/ou reconnu par la Communauté française ou par l'O.N.E. des données relatives aux travailleurs et aux activités relevant des compétences de la Communauté française et de l'O.N.E. sont enregistrées et tenues à jour dans le cadastre de l'emploi.

Ces données ont trait à l'employeur, à l'opérateur, aux personnes engagées dans le cadre d'un contrat de travail ou dans un lien statutaire, ou qui fournissent, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail ou d'un statut, des prestations de travail sous l'autorité de l'employeur, aux prestataires de services qui exercent une activité au sein de l'institution ou du service en tant que travailleurs indépendants.

Seules les données relatives à l'emploi strictement nécessaires en vue de la mise en œuvre des procédures d'autorisation, de contrôle, d'agrément, de déclaration et de reconnaissance des opérateurs, ou de liquidation de subvention, par les services et organismes de la Communauté française, sont contenues dans le cadastre de l'emploi.

Art. 3. § 1^{er}. Le cadastre de l'emploi est divisé en deux parties. La première partie contient les variables communes à l'ensemble des services et organismes de la Communauté française afin de satisfaire aux objectifs spécifiques visés à l'article 3 du décret. La seconde partie est divisée en fichiers séparés ne contenant que les variables propres à chaque services et organismes de la Communauté française pour satisfaire aux objectifs spécifiques visés à l'article 3 du décret.

§ 2. Les services et organismes de la Communauté française n'ont accès qu'aux données contenues dans le cadastre de l'emploi qui sont strictement nécessaires en vue des procédures d'autorisation, de contrôle, d'agrément, de déclaration et de reconnaissance des opérateurs, ou de liquidation de subvention, qu'ils doivent mettre en œuvre.

Art. 4. Les variables communes à l'ensemble des services et organismes de la Communauté française sont :

- 1° En ce qui concerne les variables relatives aux employeurs et opérateurs :
 - a) Le numéro d'entreprise attribué par la Banque-Carrefour des Entreprises;
 - b) Le numéro d'identification de l'employeur en tant qu'entité juridique auprès de l'Office national de Sécurité sociale (ONSS) ou de l'Office national de Sécurité sociale pour les Administrations provinciales et locales (ONSSAPL);
 - c) Le nom de l'opérateur;
 - d) La dénomination légale et complète de l'employeur;
 - e) L'adresse du siège social de l'employeur, mentionnée dans les statuts s'il s'agit d'une personne morale;
 - f) La forme juridique de l'employeur;
 - g) Le sigle de l'opérateur;
 - h) L'identification de la personne qui complète le cadastre de l'emploi au sein de l'opérateur;
 - i) L'identification de la personne responsable auprès de l'employeur;
 - j) Le numéro d'identification comptable et la dénomination de l'opérateur auprès des services et organismes de la Communauté française;
 - k) L'adresse liée au numéro d'identification comptable auprès des services et organismes de la Communauté française;
 - l) Le numéro de compte bancaire que l'opérateur renseigne aux services et organismes de la Communauté française pour le versement des subventions;
 - m) Le numéro de la commission paritaire compétente pour l'opérateur attribué par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou la référence au comité de secteur;
 - n) Le(s) service(s) et/ou organismes de la Communauté française subventionnant l'opérateur;

- o) La date à laquelle l'opérateur a été agréé ou reconnu par les services et organismes de la Communauté française;
 - p) Le(s) service(s) et/ou organismes de la Communauté française ayant agréé, reconnu, déclaré, autorisé ou contrôlé l'opérateur;
 - q) La catégorie d'agrément dont bénéficie l'opérateur.
- 2° En ce qui concerne les variables relatives aux personnes engagées dans le cadre d'un contrat de travail ou dans un lien statutaire ou qui fournissent, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, des prestations de travail sous l'autorité de l'employeur :
- a) Le numéro d'identification du registre national ou le numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national, le nom, les prénoms, le sexe, le domicile;
 - b) Le numéro de la commission paritaire dont relève le travailleur ou la référence au comité de secteur;
 - c) La classification de fonction au niveau de la commission paritaire ou du comité de secteur, s'il échet;
 - d) La fonction du travailleur au sein du service ou de l'institution;
 - e) Le barème de référence lié à la classification de fonction;
 - f) Le barème effectif du travailleur;
 - g) La date de début de la ligne d'occupation;
 - h) La date de fin de la ligne d'occupation;
 - i) Le code du travailleur qui figure sur la Dmfa et qui permet de déterminer les cotisations dues pour le travailleur;
 - j) Le temps de travail presté en équivalent temps plein (ETP);
 - k) Le temps de travail pris en compte pour la subvention de la Communauté française ou de l'O.N.E. en pourcentage;
 - l) L'emploi subventionné via une réduction des cotisations sociales et/ou une activation de l'allocation sociale;
 - m) L'emploi subventionné par la Région wallonne ou la Région bruxelloise ou d'autres sources de financement telles que l'Union européenne, les communes, les provinces, etc.;
 - n) L'emploi Maribel subventionné;
 - o) Les données prestations de travail par trimestre (jours et heures) mentionnées sous les codes 1, 2, 3, 5, 10, 11, 13, 20, 21, 23, 50, 51, 60 de la déclaration multifonctionnelle (Dmfa) transmise à l'O.N.S.S.;
 - p) Les données salariales par trimestre telles que mentionnées sous les codes 1, 2, 5, 7, 10, 11 et 12 de la déclaration multifonctionnelle (Dmfa);
 - q) Le double pécule de vacances employé;
 - r) Le pécule de vacances ouvrier;
 - s) Le montant trimestriel des cotisations sociales patronales versées par l'employeur;
 - t) La cotisation O.N.S.S. annuelle pour le pécule de vacances des ouvriers.
- 3° En ce qui concerne les prestataires de services qui exercent une activité au sein de l'institution ou du service en tant que travailleur indépendant :
- a) Nombre d'heures de prestations sur une période de référence;
 - b) Montant des honoraires hors T.V.A. pour le nombre d'heures définies ci-dessus;
 - c) Montant de la T.V.A. pour le nombre d'heures définies ci-dessus;
 - d) Ancienneté éventuelle prise en compte pour la subvention.

Art. 5. Les variables propres à chaque service ou organisme de la Communauté française sont :

- 1° En ce qui concerne la Direction générale de l'aide à la jeunesse :
- a) Pour le secteur de l'Adoption :
 - Niveau d'études;
 - Diplôme ouvrant le droit à la fonction;
 - Emplois du pouvoir public détaché auprès de l'employeur;
 - Données salariales non soumises à l'O.N.S.S.;
 - Indemnité de rupture;
 - Ancienneté prise en compte pour la subvention;
 - Remboursement de frais de mission;
 - Pécule de sortie.
 - b) Pour le secteur de l'aide à la jeunesse :
 - Capacité d'agrément;
 - Nombre d'emplois selon les normes de l'Aide à la Jeunesse (AAJ);
 - Nombre de jours subventionnables;
 - Nombre de jours non AAJ;
 - Numéros d'agrément;
 - Type de contrat de travail;
 - Niveau d'études;
 - Diplôme ouvrant le droit à la fonction;

- Temps plein de référence;
 - Indemnité de rupture;
 - Sexe;
 - Liste des formations suivies par le travailleur;
 - Numéro d'ordre;
 - Date d'obtention du diplôme;
 - Ancienneté attribuée au 31 décembre (AAJ);
 - Date anniversaire de l'ancienneté attribuée;
 - Ancienneté secteur au 31 décembre;
 - Date anniversaire de l'ancienneté secteur;
 - Normes AAJ/non AAJ
 - Date de fin du contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Ancienneté prise en compte pour la subvention;
 - Type de statut et données spécifiques au statut AAJ;
 - Données relatives aux prestations dominicales en heures;
 - Total des prestations de nuit en heures;
 - Total des heures d'accident et de maladie assimilées rémunérées;
 - Total des heures d'accident du travail et de maladie professionnelle;
 - Total des heures de congé en éducation;
 - Heures d'absence accidents et maladies non rémunérées;
 - Heures d'accident du travail et de maladie;
 - Heures d'occupation dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant;
 - Jours de séjours extérieurs :
 - Nombre d'heures prestées par semaine;
 - Avantage en nature;
 - Allocation annuelle spéciale;
 - Prime de fin d'année;
 - Primes de nuit;
 - Allocations foyer ou résidence;
 - Supplément prestations dominicales;
 - Pécule de vacances versé par un employeur précédent;
 - Autres avantages octroyés;
 - Assurance loi;
 - Frais de secrétariat social;
 - Service médical;
 - Frais de comptabilité;
 - Frais de certification comptable;
 - Vêtements de travail;
 - Autres frais professionnels incombant à l'opérateur;
 - Rémunération et charges salariales pour l'occupation d'un étudiant;
 - Remboursement de frais de transport;
 - Régularisation années antérieures;
 - Cotisations Old timer;
 - Indemnité séjours extérieurs;
 - Indemnité de prépension;
 - Pécule de sortie;
 - Cotisations sociales personnelles;
 - Montant imposable global déclaré au précompte professionnel;
 - Remplacement d'un travailleur prépensionné temps plein ou mi-temps et coordonnées du travailleur remplacé;
 - Remplacement d'un travailleur en plan tandem et coordonnées du travailleur remplacé.
- c) Pour le secteur des services d'accueil spécialisé de la petite enfance (SASPE) :
- Nombre de jours subventionnables;
 - Numéro d'agrément;
 - Temps plein de référence;
 - Cotisation Old timer;
 - Cotisations sociales personnelles;
 - Nombre d'heures de prestations sur une période de référence.

- 2° En ce qui concerne la Direction générale de la santé :
- a) Pour le secteur de la Promotion de la santé :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Niveau d'études;
 - Domaine d'études;
 - Emplois ex-FBIE (Fonds budgétaire Interdépartemental) devenus ACS (Agent contractuel subventionné) ou APE (Aide pour la Promotion de l'Emploi);
 - Emplois du pouvoir public détaché auprès de l'employeur;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Remboursement de frais de transport;
 - Remboursement de frais de mission;
 - Nombre d'heures de prestations sur une période de référence.
- b) Pour le secteur de la Promotion de la santé à l'école (PSE) et Promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, hors université :
- numéro d'agrément;
 - Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Diplôme ouvrant le droit à la fonction;
 - Indemnité de rupture;
 - Copie du diplôme;
 - Date de fin du contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Ancienneté prise en compte par la commission paritaire;
 - Pécule de sortie;
 - Nombre d'heures de prestations sur une période de référence.
- 3° En ce qui concerne la Direction générale du sport :
- a) Pour le secteur des centres sportifs locaux ou intégrés :
- nombre total d'ETP rentrant dans le cadre des compétences de la Communauté;
 - Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Niveau d'études;
 - Temps plein de référence;
 - Copie du diplôme;
 - Titre du brevet délivré ou homologué par l'administration;
 - Nature de la fonction;
 - Date de dérogation en terme de diplôme;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Nombre d'heures prestées par semaine;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- Pour ce secteur, ces données sont mensualisées.
- b) Pour le Comité Olympique et Interfédéral Belge (COIB) :
- Nombre total d'ETP rentrant dans le cadre des compétences de la Communauté;
 - Niveau d'études;
 - Temps plein de référence;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Nombre d'heures prestées par semaine;
 - Nature de la fonction;
 - Type de contrat de travail;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;

- Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
 - c) Pour le secteur des fédérations sportives :
 - Nombre total d'ETP rentrant dans le cadre des compétences de la Communauté;
 - Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Niveau d'études;
 - Temps plein de référence;
 - Sexe;
 - Titre du brevet délivré ou homologué par l'administration;
 - Cadre de la fonction;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Nombre d'heures prestées par semaine;
 - Nombre d'heures de prestations sur une période de référence;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
 - d) Pour l'association de fédérations sportives :
 - Nombre total d'ETP rentrant dans le cadre des compétences de la Communauté française (au niveau de l'employeur);
 - Nature de la fonction;
 - Type de contrat de travail;
 - Niveau d'études;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Temps plein de référence;
 - Nombre d'heures prestées par semaine;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- 4° En ce qui concerne la Direction générale de la culture :
- a) Pour le secteur des Archives privées :
 - Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Niveau d'études;
 - temps plein de référence;
 - Indemnité de rupture;
 - Remboursement de frais de transport;
 - Remboursement de frais de mission.
 - b) Pour le secteur des Arts de la scène :
 - Nombre d'heures de prestations sur une période de référence.
 - c) Pour le secteur des Arts plastiques :
 - Domaine d'études;
 - Total des prestations dominicales en heures.
 - d) Pour le secteur des centres culturels :
 - Nombre total d'ETP rentrant dans le cadre des compétences de la Communauté française;
 - Lieu de travail habituel du travailleur;

- Emplois du pouvoir public détaché auprès de l'employeur;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social
- e) Pour le secteur des maisons de jeunes, centres de rencontre et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leur fédération :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Temps plein de référence;
 - Eventuelle affectation du travailleur à un organisme tiers;
 - Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Emplois du pouvoir public détaché auprès de l'employeur;
 - Ancienneté prise en compte par la commission paritaire;
 - Primes d'harmonisation;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- f) Pour le secteur de l'Education permanente :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Temps plein de référence;
 - Eventuelle affectation du travailleur à un organisme tiers;
 - Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Assurance groupe;
 - Ancienneté prise en compte par la commission paritaire;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- g) Pour le secteur relatif à la Lecture publique :
- Numéro d'agrément;
 - Coordonnées du pouvoir organisateur de la bibliothèque pivot principale;
 - Type de contrat de travail;
 - Niveau d'études;
 - Temps plein de référence;
 - Emplois du pouvoir public détachés auprès de l'employeur;
 - Liste des formations suivies par le travailleur;
 - Date d'obtention du diplôme;
 - Copie du diplôme;
 - Ancienneté prise en compte pour la subvention;
 - Type de statut;
 - Personnel non subventionné en ETP;
 - Données prévisionnelles – nombres d'emplois subventionnables pour le réseau global et pour l'année en cours;

- Données prévisionnelles – montant budgétisé de l'intervention pour l'année en cours;
 - Montant de l'intervention de la Communauté française;
 - Solde à charge du Pouvoir organisateur;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- h)* Pour le secteur des musées :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Niveau d'études;
 - Domaine d'études
 - Temps plein de référence;
 - Emplois du pouvoir public détaché auprès de l'employeur;
 - Indemnité de rupture;
 - Total des prestations dominicales en heures;
 - Total des prestations de nuit en heures;
 - Remboursement de frais de transport;
 - Remboursement de frais de mission.
- i)* Pour le secteur des organisations de jeunesse :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Temps plein de référence;
 - Eventuelle affectation du travailleur à un organisme tiers;
 - Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Ancienneté prise en compte par la commission paritaire;
 - Primes d'harmonisation;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- 5° En ce qui concerne le Service général de l'audiovisuel et des multimédias :
- a)* Pour le secteur des télévisions locales et communautaires :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Temps plein de référence;
 - Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Indemnité de rupture;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin du contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- b)* Pour le secteur de l'atelier de création sonore et radiophonique :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Temps plein de référence;

- Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Indemnité de rupture;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- c) Pour le secteur de l'atelier de production et d'accueil :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Type de contrat de travail;
 - Temps plein de référence;
 - Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Indemnité de rupture;
 - Date de début de contrat de travail auprès de l'employeur;
 - Date de fin du contrat de travail auprès de l'employeur;
 - type de statut;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- d) Pour le secteur de la médiathèque :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Temps plein de référence;
 - Emplois ex-FBIE devenus ACS ou APE;
 - Indemnité de rupture;
 - Ancienneté acquise auprès de l'employeur;
 - Ancienneté réellement prise en compte par l'employeur pour le calcul de la rémunération;
 - Prime de fin d'année;
 - Salaire garanti non soumis à O.N.S.S.;
 - Autres données salariales non soumises à O.N.S.S.;
 - Intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail;
 - Assurance-loi contre les accidents du travail;
 - Frais de secrétariat social.
- 6° En ce qui concerne le Secrétariat général :
- a) Pour le secteur de l'aide sociale aux détenus :
- Lieu de travail habituel du travailleur;
 - Diplôme ouvrant le droit à la fonction;
 - Domaine d'études;
 - Temps plein de référence;
 - Assurance groupe;
 - Indemnité de rupture;
 - Copie du diplôme;
 - Ancienneté prise en compte pour la subvention;
 - Assurance-loi;
 - Frais de secrétariat social;
 - Service médical;
 - Remboursement de frais de transport.
- 7° En ce qui concerne l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.)
- a) Pour le secteur des équipes SOS Enfants :
- Diplôme ouvrant le droit à la fonction;
 - Domaine d'études;

- Temps plein de référence;
- Emplois du pouvoir public détaché auprès de l'employeur;
- Données salariales non soumises à l'O.N.S.S.;
- Assurance groupe;
- Indemnité de rupture;
- Date anniversaire de l'ancienneté attribuée;
- Ancienneté prise en compte pour la subvention;
- Allocations foyer ou résidence;
- Autres avantages octroyés;
- Assurance loi;
- Service médical;
- Autres frais professionnels incombant à l'opérateur;
- chèque repas;
- Pécule de sortie;
- Nombre d'heures de prestations sur une période de référence;
- Prime de fin d'année;
- Prime d'attractivité.

b) Pour les milieux d'accueil subventionnés :

- Numéro d'agrément;
- Type de contrat de travail;
- Fonction et diplôme ou qualification donnant accès à la fonction;
- Temps plein de référence;
- Date de fin du contrat de travail auprès de l'employeur;
- Ancienneté prise en compte pour la subvention;
- Date de prise de cours du Plan Tandem;
- Cotisation Old timer;
- Montant du forfait barémique;
- Nombre de x/30èmes subventionnés pour la période de référence;
- Pourcentage d'équivalents temps plein subventionné pour la période de référence.

Art. 6. Le cadastre de l'emploi doit être organisé de manière évolutive et pouvoir soit accueillir des informations complémentaires à celles définies aux articles 4 et 5, soit ne plus récolter certaines de ces données devenues caduques.

Après avis du Comité d'accompagnement et sur proposition du Secrétaire général et/ou de l'Administrateur général de l'O.N.E., le Ministre-Président adapte la liste des variables visée aux articles 4 et 5.

Art. 7. Le Secrétariat général s'adresse à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale en vue d'obtenir les données correspondant aux variables visées aux articles 4 et 5 qu'elle détient ainsi que leurs mises à jour. En collaborant avec les services et organismes de la Communauté française, il s'adresse aux autres sources de données authentiques régionales et/ou communautaire ainsi qu'aux employeurs, pour obtenir communication des autres données et de leurs mises à jour.

Art. 8. Lorsque, par cas fortuit ou pour cause de force majeure, la tenue ou la consultation du cadastre de l'emploi sont rendus momentanément impossibles, mettant en péril les contrôles ou l'octroi des agréments, des autorisations, des contrôles, des déclarations, des reconnaissances et/ou les liquidations de subventions, les services et organismes de la Communauté française s'adressent aux employeurs en vue de la communication des données nécessaires au contrôle, au calcul des subventions et aux vérifications des conditions de reconnaissances, déclarations, agréments et autorisations.

Dans l'hypothèse où, en raison d'un dysfonctionnement de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, celle-ci ne peut communiquer les données authentiques nécessaires en vue des contrôles ou de l'octroi des agréments, des autorisations, des contrôles, des déclarations, des reconnaissances et/ou des liquidations de subventions, le Secrétariat général a la responsabilité d'obtenir l'ensemble des informations nécessaires au contrôle, au calcul des subventions et aux vérifications des conditions de reconnaissances, déclarations, agréments et autorisations, en prenant contact, entre autres, avec les services et organismes de la Communauté française et les employeurs concernés.

Art. 9. Les données mentionnées aux articles 4 et 5 sont récoltées au moins une fois par an, et au maximum une fois par trimestre si la réactualisation s'avère nécessaire pour la liquidation des subventions et les vérifications des conditions de reconnaissance, déclaration, agrément, contrôle et autorisation, auprès de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale et des employeurs.

CHAPITRE II. — *Les données en tant qu'outil de statistiques*

Art. 10. § 1^{er}. Le Secrétariat général communique aux Ministres concernés, ainsi qu'aux services et organismes de la Communauté française, qui en ont besoin pour la réalisation des objectifs visés à l'article 6 du décret, les données contenues dans le cadastre de l'emploi. Cette communication ne peut porter que sur des données rendues anonymes ou codées.

§ 2. Seules des statistiques résultant de données anonymes ou codées pourront être élaborées à l'aide du cadastre de l'emploi.

§ 3. Le Secrétariat général en sous-traitance avec l'ETNIC rend les données nécessaires aux objectifs visés à l'article 6 du décret et contenues dans le cadastre de l'emploi, anonymes ou à défaut, codées, avant de les transmettre aux personnes visées au paragraphe 1^{er}.

Lors de la transmission des données rendues anonymes ou, à défaut, codées, le Secrétariat général communique les coordonnées de la ou des personnes responsables du traitement des données.

§ 4. Le Secrétariat général en sous-traitance avec l'ETNIC prend les dispositions nécessaires et adéquates afin qu'il ne soit pas possible de convertir des données anonymes en données à caractère personnel ou des données codées en données à caractère personnel non codées. Dans ce cadre, les données codées sont conservées selon les modalités et délais prévus à l'article 2, § 1^{er}, 1^o du décret pour les données personnelles non codées.

§ 5. Le Secrétariat général demande un avis à la Commission de la protection de la vie privée sur tout projet de traitement des données du cadastre de l'emploi à des fins statistiques. A cette fin, les informations suivantes doivent être transmises à la Commission de la protection de la vie privée :

- l'objet de l'étude statistiques;
- le but de l'étude statistiques;
- les données contenues dans le cadastre de l'emploi, correspondant aux variables visées aux articles 4 et 5, nécessaires à la réalisation de l'étude statistiques;
- la désignation du Ministre, du service ou de l'organisme de la Communauté française qui a besoin des données contenues dans le cadastre de l'emploi pour la réalisation de l'étude statistiques;
- la désignation des personnes, au sein des services ou organismes de la Communauté française, chargées de recevoir communication des données anonymes ou codées et habilitées à utiliser ces données anonymes codées pour la réalisation de l'étude statistique.

CHAPITRE III. — *Les modalités relatives à la sécurité et à la confidentialité*

Art. 11. § 1^{er} Le Secrétariat général est responsable du traitement au sens de l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 8 décembre 1992. Il est chargé de mettre en place le cadastre de l'emploi, de définir une stratégie en matière de sécurité, de garantir le développement d'une politique de sécurité homogène et de désigner le responsable qui sera chargé de la mise en œuvre du plan de sécurité.

Le Secrétariat général élabore un plan de sécurité et de confidentialité des données personnelles non codées ainsi que des données rendues anonymes ou codées.

§ 2. L'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) est le « sous-traitant » au sens de l'article 1^{er}, § 5, de la loi du 8 décembre 1992.

§ 3. La personne désignée, conformément à l'article 9 du décret, en qualité de conseiller en matière de sécurité de l'information et de protection de la vie privée du Ministère de la Communauté française, a une tâche d'avis, de documentation, de stimulation et de contrôle en ce qui concerne l'application de la loi du 8 décembre 1992 au sein du Ministère.

Art. 12. Le plan de sécurité et de confidentialité élaboré par le Secrétariat général doit comprendre :

- 1^o un exposé de la démarche d'analyse des risques relatifs aux données à caractère personnel;
- 2^o les priorités retenues et les mécanismes mis ou à mettre en place à la suite de cette analyse des risques;
- 3^o le planning de mise en œuvre;
- 4^o la description des règles organisationnelles mises en place;
- 5^o la description du processus de gestion des incidents de sécurité;
- 6^o la description du processus de sensibilisation des services et organismes de la Communauté française à cette politique;
- 7^o les dispositions retenues afin de maintenir à jour le système de sécurisation une fois installé;
- 8^o la procédure sécuritaire de transmission aux employeurs des données à caractère personnel ayant servi de base à une décision en termes d'agrément, reconnaissance, autorisation, contrôle, déclaration ou liquidation de subvention.

Le plan de sécurité et de confidentialité est approuvé par le Secrétaire général.

Le plan de sécurité et de confidentialité est actualisé en cas de modification apportée à l'organisation et/ou au traitement des données enregistrées dans le cadastre de l'emploi. Le plan de sécurité et de confidentialité actualisé est approuvé par le Secrétaire général.

Le plan de sécurité et de confidentialité est réévalué au moins une fois par année.

Art. 13. Toutes les données personnelles sont stockées dans une banque de données sécurisée sur un serveur spécifique affecté par l'ETNIC au Secrétariat général. Le secrétaire général ainsi que les agents du Secrétariat général chargés de la gestion et de la mise à jour du cadastre de l'emploi sont les seuls à avoir accès à l'entièreté des données enregistrées dans le cadastre de l'emploi.

L'accès à ces données par les services et organismes de la Communauté française se fait moyennant l'autorisation du secrétaire général représentant le Ministère de la Communauté française.

Art. 14. Le Secrétaire général et l'Administrateur général de l'O.N.E. désignent nommément et par écrit, respectivement au sein du Secrétariat général et au sein de l'O.N.E., les personnes ayant le droit de recevoir communication et d'avoir accès aux données personnelles en raison des fonctions qu'ils occupent et des nécessités liées à la collecte des données et à la gestion du cadastre de l'emploi. Les personnes ainsi désignées s'engagent par écrit à veiller à la sécurité et à la confidentialité des données auxquelles elles ont accès.

La liste des personnes désignées conformément à l'alinéa 1^{er}, avec indication de leur titre et fonction, est dressée et est transmise annuellement pour information au conseiller en sécurité de la Communauté française et au conseiller en sécurité de l'O.N.E, chacun en ce qui le concerne, et à la Commission de la protection de la vie privée.

Cette liste actualisée est tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 15. L'Administrateur général de l'O.N.E. désigne, au sein de l'O.N.E., un conseiller en matière d'information, de sécurité et de protection de la vie privée.

Le conseiller a une tâche d'avis, de documentation, de stimulation et de contrôle en ce qui concerne l'application de la loi du 8 décembre 1992 au sein de l'O.N.E.. Il s'assure que les données mises à disposition via le cadastre de l'emploi sont utilisées conformément aux dispositions du Décret ainsi que du présent arrêté.

Art. 16. § 1^{er}. Les services et organismes de la Communauté française prennent toutes les mesures nécessaires pour limiter l'accès aux données à caractère personnel contenues dans le cadastre de l'emploi aux seules personnes qui sont expressément chargées d'utiliser ces données et dans la seule mesure où elles en ont besoin dans le cadre d'une procédure d'autorisation, de contrôle, d'agrément, de déclaration et de reconnaissance, ou de liquidation de subventions.

§ 2. Le Secrétaire général et l'Administrateur général de l'O.N.E. désignent nommément et par écrit, respectivement dans les différents services de la Communauté française et au sein de l'O.N.E., les personnes qui, dans le cadre d'une procédure d'autorisation, de contrôle, d'agrément, de déclaration ou de reconnaissance, ou de liquidation de subventions, ont accès aux données personnelles du cadastre de l'emploi en raison des fonctions qu'elles occupent et de leur besoin de connaître lesdites données.

§ 3. L'Administrateur général de l'ETNIC désigne nommément en son sein, par écrit, les personnes qui ont accès aux données personnelles du cadastre de l'emploi en raison des fonctions qu'elles occupent et de leur besoin de connaître lesdites données en vue d'exercer la fonction de « sous-traitant » au sens de l'article 1^{er}, § 5, de la loi du 8 décembre 1992.

§ 4. Les personnes ainsi désignées s'engagent par écrit à veiller à la sécurité et à la confidentialité des données auxquelles elles ont accès. La liste des personnes ainsi désignées, avec indication de leur titre et fonction, est dressée et est transmise pour information au conseiller en sécurité de la Communauté française et au conseiller en sécurité de l'O.N.E, chacun en ce qui le concerne, et à la Commission de la protection de la vie privée.

§ 5. Le Secrétaire général, l'Administrateur général de l'O.N.E. et l'Administrateur général de l'ETNIC tiennent à jour une liste des consultations du cadastre de l'emploi de telle sorte qu'on puisse contrôler les interventions, les objectifs et les processus de traitement ainsi que les données concernées. Cette liste ne peut contenir aucune donnée relative au contenu.

§ 6. Le Secrétaire général, l'Administrateur général de l'O.N.E. et l'Administrateur général de l'ETNIC prennent également les mesures techniques et organisationnelles utiles afin de protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'accès illicite à celles-ci, leur diffusion illicite, leur modification ou leur couplage avec d'autres données.

Art. 17. Tout employeur enregistré dans le cadastre de l'emploi a accès aux données qui le concerne, conformément aux articles 9 et suivants de la loi du 8 décembre 1992.

Les services et organismes de la Communauté française ont accès aux données énumérées à l'article 4 et aux données visées à l'article 5, chacun en ce qui les concerne.

Art. 18. § 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 1^{er}, 1^o, du décret peuvent demander à chaque service et organisme de la Communauté française, dans les 30 jours de la notification d'une décision prise en termes d'agrément, reconnaissance, autorisation, contrôle, déclaration ou liquidation de subvention, la communication des données à caractère personnel ayant servi de base à une telle décision.

Les services et organismes de la Communauté française communiquent par voie électronique et, en cas de demande de l'employeur, par voie postale dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande, les données à caractère personnel ayant servi de base à cette décision.

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

§ 2. Si les données à caractère personnel ayant servi de base à une décision prise en termes d'agrément, reconnaissance, autorisation, contrôle, déclaration ou liquidation de subvention ne sont pas transmises, par les services et organismes de la Communauté française concernés, à l'employeur dans le délai susmentionné, l'employeur peut s'adresser au ministre fonctionnel compétent pour en obtenir la transmission. Le ministre fonctionnel compétent transmet les données demandées dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de communication des données qui lui est adressée. Ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

L'absence de communication des données par le ministre fonctionnel compétent endéans le délai susmentionné équivaut à une décision de refus.

§ 3. En cas de contestation des données transmises et ayant servi de base à une décision en termes d'agrément, reconnaissance, autorisation, contrôle, déclaration ou liquidation de subvention, l'employeur dispose d'un délai de 30 jours à dater de la transmission desdites données par les services et organismes de la Communauté française ou par le ministre fonctionnel, pour introduire un recours auprès du ministre fonctionnel compétent.

Le ministre fonctionnel compétent rend sa décision relative à l'appréciation des données ayant servi de base à une décision en termes d'agrément, reconnaissance, autorisation, contrôle, déclaration ou liquidation de subvention dans un délai de 60 jours à dater de la réception du recours de l'employeur. Ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Si endéans ce délai, le ministre fonctionnel compétent ne s'est pas prononcé, l'absence de décision équivaut à un rejet du recours.

Art. 19. La Communauté française est le producteur du cadastre de l'emploi, au sens de la loi du 31 août 1998 concernant la protection juridique des bases de données, et le titulaire de tous les droits y relatifs. Hormis la mise à disposition des données en vue d'accomplir la finalité visée à l'article 6 du Décret, la commercialisation du contenu de ces données par la vente, la location, la distribution ou toute autre forme de mise à disposition à des tiers est interdite. Plus généralement, toute utilisation autre que purement interne comme support à l'activité des utilisateurs autorisés est expressément interdite.

CHAPITRE IV. — *Composition et mode de fonctionnement du comité d'accompagnement et du comité de pilotage*

Section 1^{re}. — Le comité d'accompagnement

Chapitre I^{er} : Composition

Art. 20. § 1^{er}. Le Comité d'accompagnement est composé des personnes suivantes :

- 1^o le Président du Comité d'accompagnement ou son représentant;
- 2^o le Président du Comité de pilotage ou son représentant;
- 3^o un collaborateur du Ministre-Président en charge du dossier « cadastre »;
- 4^o un représentant du Service en charge des traitements du cadastre ainsi que son suppléant, tous deux désignés par le Secrétaire général;
- 5^o un représentant du Service de la Recherche ou son suppléant, tous deux désignés par le Secrétaire général;

- 6° le fonctionnaire dirigeant du Service juridique du Ministère ou son suppléant qu'il désigne;
- 7° l'Inspecteur des Finances en charge des matières relatives au personnel ou son suppléant qu'il désigne;
- 8° un représentant de chaque Ministre fonctionnel utilisateur du cadastre de l'emploi;
- 9° le conseiller en sécurité du Ministère de la Communauté française et de l'O.N.E.;
- 10° un représentant de l'ETNIC ou son suppléant, désignés par l'Administrateur général de l'ETNIC;
- 11° un représentant de chaque administration générale utilisatrice du cadastre ou son suppléant, désignés par les Administrateurs généraux concernés;
- 12° un représentant de l'O.N.E. ou son suppléant, tous deux désignés par l'Administrateur général de l'O.N.E..

Le (la) Ministre-Président(e) soumet la liste des membres du Comité d'accompagnement ainsi que leurs suppléants pour avis préalable au Secrétaire général. Ensuite, sur proposition du Ministre-Président, le Gouvernement désigne les membres du Comité d'accompagnement ainsi que les suppléants.

En cas d'absence d'un membre et de son suppléant, un remplaçant peut être présenté avec l'accord exprès du Président du Comité d'accompagnement.

§ 2. Le Président invite selon les besoins ou les demandes exprimées par le Comité :

- des experts;
- des représentants des prestataires de services qui ont contribué aux travaux cadastraux et dont les prestations sont examinées par le Comité dans le cadre d'une procédure de validation ou d'émission d'avis.

Les membres invités n'assistent qu'aux parties de réunion du Comité d'accompagnement qui les concernent.

Chapitre II : Fonctionnement

Art. 21. Le Comité d'accompagnement se réunit sur convocation de son Président et au moins une fois par an. Le Président convoque d'office le Comité d'accompagnement ou à la demande d'un des Ministres fonctionnels concernés par l'utilisation du cadastre de l'emploi.

Art. 22. Une réunion du Comité d'accompagnement consacrée à l'examen du rapport d'évaluation a lieu d'office, tous les deux ans, au plus tard dans le courant du mois de mai qui suit la période de référence visée à l'article 10, § 5, a), 1° du décret.

Les conclusions, même provisoires, du Comité d'accompagnement sur le rapport d'évaluation sont transmises au Comité de pilotage au plus tard pour le 15 juin suivant.

Art. 23. Le rapport qui fait suite à l'analyse diligentée par le Secrétaire général conformément à l'article 10, § 5, a), 1° du décret comporte au moins :

- 1° Un inventaire des données de gestion et des informations statistiques disponibles dans la base des données.
- 2° Un état des traitements de gestion réalisés annuellement par le service en charge du cadastre, en collaboration avec l'ETNIC.
- 3° Un état des traitements statistiques réalisés annuellement par le service en charge du cadastre, éventuellement en collaboration avec l'ETNIC.

Par état des traitements, il faut entendre l'inventaire complet des demandes d'exploitation mentionnant, dans chaque cas, le nom du ou des demandeurs, la date de la demande, son objet synthétique, le délai de réponse, une brève explication des retards éventuellement pris pour fournir la réponse ainsi qu'un court exposé sur les problèmes éventuellement rencontrés pour celle-ci.

- 4° Un relevé synthétique des données de gestion et des données statistiques selon :
 - a) la fréquence des requêtes les concernant;
 - b) l'origine des requêtes les concernant;
 - c) leur degré de fiabilité.
- 5° Le relevé des ressources humaines, en ETP et en postes de travail, réservées au cadastre ainsi que le coût de fonctionnement et les modalités de collaboration entre la cellule chargée du cadastre, les services de l'Administration et l'ETNIC et, lorsque c'est le cas, avec d'autres partenaires.
- 6° Les nécessités techniques ou conceptuelles de développement du cadastre en ce compris les liens éventuels avec des organismes régionaux.

Section 2. — Le comité de pilotage

Chapitre I^{er} : Composition

Art. 24. § 1^{er} Le Comité de pilotage est composé des personnes suivantes :

- 1° le Président du Comité de pilotage ou son représentant;
- 2° le Président du Comité d'accompagnement ou son représentant;
- 3° un représentant de chaque Ministre fonctionnel concerné par le cadastre ainsi que son suppléant;
- 4° un représentant du Ministre du Budget de la Communauté française ou son suppléant;
- 5° un représentant technique de chaque Ministre fonctionnel utilisateur du cadastre de l'emploi ou son suppléant;
- 6° le responsable du service en charge des traitements du cadastre ou son suppléant;
- 7° l'Administrateur général de l'ETNIC ou son représentant;
- 8° l'Administrateur général de l'O.N.E. ou son représentant;
- 9° un représentant des organes chargé, le cas échéant, en Région bruxelloise et en Région wallonne, de la mise en œuvre d'un cadastre de l'emploi;
- 10° le fonctionnaire représentant le Secrétariat général en tant que propriétaire de l'application ou son suppléant;
- 11° un représentant de chaque organisation syndicale en charge des secteurs non marchand ou son suppléant;

12° un représentant de chaque organisation patronale des secteurs NM ou son suppléant.

Les représentants des interlocuteurs sociaux ne participent cependant de droit qu'aux réunions du Comité de pilotage qui ont pour objet l'évaluation du décret.

Le Ministre-Président nomme les membres du Comité de pilotage ainsi que les suppléants.

En cas d'absence d'un membre et de son suppléant, un remplaçant est présenté avec l'accord exprès du Président du Comité de pilotage.

Art. 25. Selon l'ordre du jour des réunions, les besoins ou les demandes exprimés par les membres du Comité de pilotage, le Président invite des experts, des membres du Comité d'accompagnement, des agents administratifs, des élus ou des représentants des interlocuteurs sociaux ou de la société civile.

Chapitre II : Fonctionnement

Art. 26. Le Comité de pilotage se réunit d'office sur convocation de son Président.

Le Président convoque d'office le Comité de pilotage à la demande d'un des Ministres fonctionnels concernés par l'utilisation du cadastre de l'emploi, du Président du Comité d'accompagnement ou des interlocuteurs sociaux.

Dans ce dernier cas, la demande de réunion doit être faite par écrit deux mois à l'avance, par l'ensemble des membres représentant les organisations syndicales au Comité ou de leurs suppléants, ou par l'ensemble des membres représentant les organisations patronales au Comité ou de leurs suppléants.

A peine de nullité, la demande doit être motivée et comporter avec précision les points que les interlocuteurs sociaux souhaitent examiner.

Art. 27. Le Comité de Pilotage est l'organe d'avis et de conseil du Ministre-Président en matière de cadastre de l'emploi. Il prépare les décisions du Ministre-président et du Gouvernement, selon les cas, pour garantir l'application du décret, les orientations prises, proposer des dispositions adaptatives voire de nouvelles orientations, le cas échéant, en raison d'événements imprévus. Il est aussi, pour le cadastre de l'emploi NM, une instance privilégiée de concertation entre les représentants de la CF et les interlocuteurs sociaux.

Il délibère valablement, de préférence au consensus, quel que soit le nombre de présents. En cas de divergences et sur demande des membres concernés, les différentes opinions sont actées au PV. Exceptionnellement, lorsqu'il est souhaité que des divergences soient particulièrement mises en évidence, un vote peut être demandé mais, dans chaque cas, le principe doit en être accepté à la majorité des membres présents.

Art. 28. Une réunion du Comité de pilotage consacrée à l'examen du rapport du Comité d'accompagnement portant sur l'évaluation biennale du décret, a lieu d'office, tous les deux ans, au plus tard dans le courant du mois d'octobre qui suit la période de référence visée à l'art. 10, § 5, a, 1° du décret.

Au cours de cette réunion sont examinées les conclusions, même provisoires, du Comité d'accompagnement, sur le rapport d'évaluation du cadastre.

Art. 29. Le Comité de pilotage rend son avis sur le rapport du Comité d'accompagnement dans un délai d'un mois suivant la réunion visée à l'article 28, lequel peut être prolongé deux fois pour des motifs exceptionnels dûment actés. Il est ensuite transmis aux conseils et commissions d'avis concernés ainsi qu'au Parlement de la Communauté française.

Cet avis mentionne explicitement et spécifiquement les considérations émises par les représentants des interlocuteurs sociaux.

Art. 30. Le décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales de la Communauté française,

Mme M.-D. SIMO.N.E.T

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et du Sport,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale,

M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2625

[C — 2009/29370]

26 MAART 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de uitvoering van artikel 2, § 1, § 2 en § 5, artikel 4, § 2, artikel 6, § 3, artikel 9, artikel 10 en artikel 41;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 10 maart 2006;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, verleend op 14 januari 2009;

Gelet op het advies nr 46047/2 van de Raad van State, uitgebracht op 11 maart 2009;

Op de voordracht van de Minister-President van de Franse Gemeenschap;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « Decreet » : het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap;
- 2° Wet van 8 december 1992 : de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;
- 3° Wet van 15 januari 1990 : de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;
- 4° Diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap : de Algemene Directie Gezondheid, de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd, de Algemene Directie Sport, de Algemene Directie Cultuur, de Algemene Dienst Audiovisuele Sector en Multimedia, het Algemeen Secretariaat en de O.N.E.;
- 5° Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer : de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ingesteld bij artikel 23 van de wet van 8 december 1992;
- 6° Operator : de instelling of dienst die ressorteert onder de « non-profit sector » bedoeld bij artikel 1, 3° van het decreet. De operator stemt geheel of gedeeltelijk overeen met de instelling die de rechtspersoonlijkheid heeft, hierna « werkgever » genoemd, zoals bepaald in artikel 1, 1° van het decreet.

HOOFDSTUK I. — De gegevens als beheerinstrument

Art. 2. Voor iedere door de Franse Gemeenschap of O.N.E. toegelaten, aangemelde, gecontroleerde, gesubsidiëerde en/of erkende werkgever, worden gegevens betreffende de werknemers en de activiteiten die ressorteren onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en de O.N.E. opgenomen en bijgehouden in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

Deze gegevens hebben betrekking op de werkgever, de operator, de personen aangeworven binnen het kader van een arbeidsovereenkomst of een vast verband, of die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst of een statuut werkprestaties verrichten, onder het gezag van de werkgever, aan de dienstverstrekkers die een activiteit uitoefenen binnen de instelling of de dienst als zelfstandige werknemers.

Enkel de gegevens met betrekking tot de betrekking die strikt noodzakelijk zijn met het oog op het instellen van de procedures voor de machtiging, de controle, de aanmelding en de erkenning van de operators, of de vereffening van een subsidie, door de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap, worden opgenomen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

Art. 3. § 1. De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling wordt in twee delen onderverdeeld. Het eerste deel bevat de variabelen die gemeen zijn aan alle diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap om aan de specifieke doelstellingen van artikel 3 van het decreet te voldoen. Het tweede deel wordt onderverdeeld in afzonderlijke bestanden waarin enkel de variabelen eigen aan iedere dienst en instelling van de Franse Gemeenschap opgenomen worden om te voldoen aan de specifieke doelstellingen van artikel 3 van het decreet.

§ 2. De diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap hebben enkel toegang tot de gegevens van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die strikt noodzakelijk zijn voor de procedures inzake machtiging, controle, aanmelding en erkenning van de operators, of voor vereffening van de subsidie, die zij moeten toepassen.

Art. 4. De variabelen die alle diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap gemeen zijn :

- 1° wat betreft de variabelen in verband met de werkgevers en de operators :
 - a) het bedrijfsnummer toegekend door de kruispuntbank van de bedrijven;
 - b) het identificatienummer van de werkgever als instelling met de rechtspersoonlijkheid bij de RSZ en de RSZPPO;
 - c) de naam van de operator;
 - d) de wettelijke en volledige benaming van de werkgever;
 - e) het adres van de maatschappelijke zetel van de werkgever, vermeld in de statuten als het om een rechtspersoon gaat;
 - f) de juridische vorm van de werkgever;
 - g) het logo van de operator;
 - h) de identificatie van de persoon die de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling beheert binnen de operator;
 - i) de identificatie van de verantwoordelijke persoon bij de werkgever;

- j) het rekenplichtige identificatienummer en de benaming van de operator bij de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap;
 - k) het adres verbonden aan het rekenplichtige identificatienummer bij de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap;
 - l) het bankrekeningnummer dat door de operator vermeld wordt ten behoeve van de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap voor de uitbetaling van de subsidies;
 - m) het nummer van de paritaire commissie bevoegd voor de operator toegekend door de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg of de referentie naar het sectorcomité;
 - n) de dienst(-en) en/of de instellingen van de Franse Gemeenschap die de operator subsidiëren;
 - o) de datum waarop de operator gesubsidieerd of erkend werd door de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap;
 - p) de dienst(-en) en/of de instellingen van de Franse Gemeenschap die de operator hebben erkend, aangemeld, gemachtigd of gecontroleerd;
 - q) de erkenningcategorie die de operator geniet.
- 2° Wat betreft de variabelen met betrekking tot de personen aangeworven in het kader van een arbeidsovereenkomst of in vast verband of die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, werkprestaties verrichten onder het gezag van de werkgever :
- a) het identificatienummer van het rijksregister of het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet opgenomen zijn in het Rijksregister, de naam, de voornamen, het geslacht, de woonplaats;
 - b) het nummer van de paritaire commissie waaronder de werknemer ressorteert of de referentie naar het sectorcomité;
 - c) de ambtsclassificatie op het niveau van de paritaire commissie of van het sectorcomité, in voorkomend geval;
 - d) het ambt van de werknemer binnen de dienst of de instelling;
 - e) het referentiebarema verbonden aan de classificatie van het ambt;
 - f) het werkelijke barema van de werknemer;
 - g) de begindatum van de tewerkstellingslijn;
 - h) de einddatum van de tewerkstellingslijn;
 - i) de code van de werknemer die op de DmfA voorkomt en die toelaat de voor de werknemer verschuldigde bijdragen te bepalen;
 - j) de tijd van de werkprestaties als VTE;
 - k) de werktijd in aanmerking genomen voor de toelage van de Franse Gemeenschap of van de O.N.E. in percentage;
 - l) de betrekking gesubsidieerd via een vermindering van de sociale bijdragen en/of een activering van de sociale bijdrage;
 - m) de betrekking gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Gewest of andere financieringsbronnen zoals de Europese Unie, de gemeenten, de provincies, etc.;
 - n) de gesubsidieerde Maribel betrekking;
 - o) de gegevens inzake werkprestaties per kwartaal (dagen en uren) vermeld onder de codes 1, 2, 3, 5, 10, 11, 13, 20, 21, 23, 50, 51, 60 en van de Dmfa overgezonden aan de RSZ;
 - p) de salarisgegevens per kwartaal zoals vermeld onder de codes 1, 2, 5, 7, 10, 11 en 12 van de Dmfa;
 - q) het dubbele vakantiegeld « bediende »;
 - r) het vakantiegeld arbeider;
 - s) het driemaandelijks bedrag van de sociale werkgeversbijdragen gestort door de werkgever;
 - t) de jaarlijkse RSZ-bijdrage voor het vakantiegeld van de arbeiders.
- 3° Wat betreft de dienstverrichters die een activiteit uitoefenen binnen de instelling of de dienst als zelfstandige :
- a) aantal uren prestaties over een referentieperiode;
 - b) bedrag van de erelonen buiten BTW voor het aantal uren bepaald hierboven;
 - c) bedrag van de BTW voor het aantal uren bepaald hierboven;
 - d) mogelijke anciënniteit in acht genomen voor de subsidie.

Art. 5. De variabelen die eigen zijn aan iedere dienst of instelling van de Franse Gemeenschap zijn :

- 1° wat betreft de Algemene directie hulpverlening aan de jeugd :
- a) voor de sector van de Adoptie :
 - studieniveau;
 - diploma dat toegang verleent tot het ambt;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - verbrekingsvergoeding;
 - anciënniteit die in aanmerking wordt genomen voor de subsidie;
 - terugbetaling opdrachtkosten;
 - het vertrekvakantiegeld.
 - b) voor de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd (AAJ) :

- erkenningscapaciteit;
- aantal betrekkingen volgens de AAJ-normen;
- aantal subsidieerbare dagen;
- aantal niet-AAJ-dagen;
- erkenningsnummers;
- type van arbeidsovereenkomst;
- studieniveau;
- diploma dat toegang verleent tot het ambt;
- voltijdse betrekking als referentie;
- verbrekingsvergoeding;
- geslacht;
- lijst van de opleidingen gevolgd door de werknemer;
- ordernummer;
- datum uitreiking van het diploma;
- anciënniteit toegekend op 31 december (AAJ)
- verjaardag van de toegekende anciënniteit;
- sectoranciënniteit op 31 december;
- verjaardag van de sectoranciënniteit;
- AAJ-/niet-AAJ-normen;
- datum van beëindiging arbeidsovereenkomst met de werkgever;
- anciënniteit in aanmerking genomen voor de subsidie;
- type statuut en specifieke gegevens voor het AAJ-statuut;
- gegevens met betrekking tot de prestaties in uren op zondagen;
- totaal nachtprestaties in uren;
- totaal uren ongeval en ermee gelijkgesteld die niet worden bezoldigd;
- totaal uren arbeidsongeval en beroepsziekte;
- totaal verlofuren in onderwijs;
- afwezigheidsuren ongeval en ziektes die niet worden bezoldigd;
- uren arbeidsongeval en ziekte;
- tewerkstellingsuren in het kader van een overeenkomst voor de tewerkstelling van een student;
- dagen extern verblijf;
- aantal gepresteerde uren per week;
- voordeel in natura;
- bijzondere jaarlijkse toelage;
- eindejaarspremie;
- nachtpremies;
- haard- en standplaatstoelage;
- toeslag zondagse prestaties;
- vakantiegeld gestort door een vorige werkgever;
- andere toegekende voordelen;
- wetsverzekering;
- kosten voor sociaal secretariaat;
- medische dienst;
- boekhoudingskosten;
- kosten voor boekhoudkundige certificatie;
- werkkleding;
- andere beroepskosten die de operator ten laste moet nemen;
- bezoldiging en salarislasten voor de tewerkstelling van een student;
- terugbetaling vervoerskosten;
- regularisatie vorige jaren;
- old timer bijdragen;
- vergoeding extern verblijf;
- vergoeding brugpensioen;
- vertrekvakantiegeld;
- persoonlijke sociale bijdragen;
- globaal belastbaar bedrag aangegeven bij de beroepsvoorheffing;
- vervanging van een voltijdse of halftijdse bruggepensioneerde werknemer en personalia van de vervangen werknemer;

- vervanging van een werknemer « tandem »-plan en personalia van de vervangen werknemer.
 - c) voor de sector van de diensten voor gespecialiseerde opvang van kleine kinderen (SASPE) :
 - aantal subsidieerbare dagen;
 - erkenningsnummer;
 - referentie « voltijdse betrekking »;
 - Old Timer bijdrage;
 - persoonlijke sociale bijdragen;
 - aantal uren prestaties verricht over een referentieperiode.
 - 2° Wat de Algemene directie Gezondheid betreft :
 - a) voor de sector van de gezondheidspromotie :
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - studieniveau;
 - studiegebied;
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's (steun voor bevordering van tewerkstelling) zijn geworden;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - terugbetaling vervoerskosten;
 - terugbetaling opdrachtskosten;
 - aantal uren prestaties over een referentieperiode.
 - b) Voor de sector van de Gezondheidspromotie op school (PSE) en de Gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, buiten de universiteit :
 - erkenningsnummer;
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - diploma dat toegang verleent tot het ambt;
 - verbrekiingsvergoeding;
 - afschrift van het diploma;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - anciënniteit die in aanmerking wordt genomen door de paritaire commissie;
 - vertrekvakantiegeld;
 - aantal uren prestaties over een referentieperiode.
 - 3° Wat de Algemene directie Sport betreft :
 - a) Voor de sector van de plaatselijke of geïntegreerde sportcentra :
 - totaal aantal voltijdse equivalenten die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren;
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - studieniveau;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - afschrift van het diploma;
 - titel van het brevet uitgereikt of gehomologeerd door het bestuur;
 - aard van het ambt;
 - afwijkingsdatum inzake diploma;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - aantal uren per week;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- Voor deze sector, worden deze gegevens maandelijks vereist.

- b) voor het Belgisch Olympisch Interfederaal Comité (BOIC) :
- totaal aantal voltijdse equivalenten die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren;
 - studieniveau;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - aantal uren per week;
 - aard van het ambt;
 - type van arbeidsovereenkomst;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- c) voor de sector van de sportfederaties :
- totaal aantal voltijdse equivalenten die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren;
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst
 - studieniveau;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - geslacht;
 - titel van het brevet uitgereikt of gehomologeerd door het bestuur;
 - kader van het ambt;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - aantal uren per week;
 - aantal uren prestaties over een referentieperiode;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- d) Voor het verbond van de sportfederaties :
- totaal aantal voltijdse equivalenten die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren;
 - aard van het ambt;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - studieniveau
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - aantal uren per week;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.

- 4° Wat betreft de Algemene directie Cultuur :
- a) voor de sector van het private archief :
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - studieniveau;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - verbrekingsvergoeding;
 - terugbetaling vervoerskosten;
 - terugbetaling opdrachtskosten.
 - b) Voor de sector van de Podiumkunsten :
 - aantal uren prestaties over een referentieperiode.
 - c) Voor de sector van de Beeldende Kunsten :
 - studiegebied;
 - totaal zondagse prestaties in uren;
 - d) Voor de sector van de culturele centra :
 - totaal aantal voltijdse equivalenten die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren;
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
 - e) Voor de sector van de jeugdtehuizen, ontmoetings- en huisvestingscentra en jeugdinformatiecentra en hun federaties :
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - mogelijke aanwijzing van de werknemer in een derde instelling;
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - anciënniteit die door de paritaire commissie in aanmerking wordt genomen;
 - harmoniseringspremie;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
 - f) Voor de sector van de Permanente Opvoeding :
 - gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - mogelijke aanwijzing van de werknemer in een derde instelling;
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - groepsverzekering;

- anciënniteit in aanmerking genomen door de paritaire commissie;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- g) Voor de sector betreffende de Openbare leetuurvoorziening :
- erkenningsnummer;
 - personalia van de inrichtende macht van de hoofdspilbibliotheek;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - studieniveau;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - lijst van de opleidingen van de werknemer;
 - datum van uitreiking van het diploma;
 - afschrift van het diploma;
 - anciënniteit in aanmerking genomen voor de subsidie;
 - type statuut;
 - personeel niet gesubsidieerd in voltijds equivalent;
 - vooruitzichten – aantal subsidieerbare betrekkingen voor het globale net en voor het lopend jaar;
 - vooruitzichten – in de begroting opgenomen bedrag van de tegemoetkoming voor het lopend jaar;
 - bedrag van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap;
 - saldo ten laste van de Inrichtende Macht;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- h) Voor de museumsector :
- gewone werkplek van de werknemer;
 - studieniveau;
 - studiegebied;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - verbrekingsvergoeding;
 - totaal zondagse prestaties in uren;
 - totaal nachtprestaties in uren;
 - terugbetaling vervoerskosten;
 - terugbetaling opdrachtkosten.
- i) Voor de sector van de jeugdorganisaties :
- gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - mogelijke aanwijzing van de werknemer in een derde instelling;
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - anciënniteit in aanmerking genomen door de paritaire commissie;
 - harmoniseringspremies;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;

- andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- 5° Wat betreft de Algemene dienst audiovisuele sector en multimedia :
- a) Voor de sector van de plaatselijke en gemeenschappelijke televisies
- gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - verbrekingsvergoeding;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- b) Voor de sector van het atelier voor klank- en radiofonische creatie :
- gewone werkplek van de werknemer;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - verbrekingsvergoeding;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- c) Voor de sector van het productie- en gastatelier :
- gewone werkplek van de werknemer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - verbrekingsvergoeding;
 - begindatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst met de werkgever;
 - type statuut
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.

- d) Voor de sector van de mediatheek :
- gewone werkplek van de werknemer;
 - referentie-« voltijdse betrekking »
 - ex- IBFT betrekkingen die Geco's of APE's zijn geworden;
 - verbrekingsvergoeding;
 - anciënniteit verworven bij de werkgever;
 - anciënniteit werkelijk in aanmerking genomen door de werkgever voor de berekening van de bezoldiging;
 - eindejaarspremie;
 - gewaarborgd salaris niet onderworpen aan de RSZ;
 - andere salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing van de woonplaats naar de werkplek;
 - wetsverzekering tegen arbeidsongevallen;
 - kosten van sociaal secretariaat.
- 6° Wat het Algemeen Secretariaat betreft :
- a) Voor de sector van de sociale hulpverlening aan gedetineerden :
- Gewone werkplek van de werknemer;
 - diploma dat toegang verleent tot het ambt;
 - studiegebied;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - groepsverzekering;
 - verbrekingsvergoeding;
 - afschrift van het diploma;
 - anciënniteit in aanmerking genomen voor de subsidie;
 - wetsverzekering;
 - kosten van sociaal secretariaat;
 - medische dienst;
 - terugbetaling van vervoerskosten.
- 7° Wat de O.N.E. (Dienst voor Geboorte en Kind) betreft :
- a) Voor de sector van de « SOS-kinderen »-ploegen :
- diploma dat juridisch toegang verleent tot het ambt;
 - studiegebied;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - betrekkingen van de overheid gedetacheerd bij de werkgever;
 - salarisgegevens niet onderworpen aan de RSZ;
 - groepsverzekering
 - verbrekingsvergoeding;
 - verjaardag van de toegekende anciënniteit;
 - anciënniteit in aanmerking genomen voor de subsidie;
 - haard- en standplaatstoelage;
 - andere toegekende voordelen;
 - wetsverzekering;
 - medische dienst;
 - andere beroepskosten die ten laste vallen van de operator;
 - maaltijdcheques;
 - vertrekvakantiegeld;
 - aantal uren prestaties over een referentieperiode;
 - eindejaarspremie;
 - aantrekkelijkheidspremie.
- b) Voor de gesubsidieerde opvangmilieus :
- erkenningsnummer;
 - type arbeidsovereenkomst;
 - ambt en diploma of bekwaamheidsbewijs dat toegang verleent tot het ambt;
 - referentie-« voltijdse betrekking »;
 - einddatum van de arbeidsovereenkomst bij de werkgever;
 - datum van inwerkingtreding van het Tandem Plan;
 - Old Timer bijdrage;
 - bedrag van het forfaitaire barema;

- aantal gesubsidieerde dertigsten voor de referentieperiode;
- percentage voltijdse equivalenten gesubsidieerd voor de referentieperiode.

Art. 6. De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling moet op evolutieve wijze georganiseerd worden en moet ofwel informatie kunnen verzamelen die aanvullend is aan deze bedoeld in de artikelen 4 en 5, ofwel niet meer bepaalde gegevens verzamelen die achterhaald zijn geworden.

Na advies van het Begeleidingscomité en op voorstel van de Secretaris-generaal en/of van de Administrateur-generaal van de « O.N.E. », past de Minister-President de lijst aan van de variabelen bedoeld in de artikelen 4 en 5.

Art. 7. Het Secretariaat-generaal richt zich tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid om gegevens te verkrijgen die overeenstemmen met de variabelen bedoeld in de artikelen 4 en 5 die ze behoudt, alsook van de bijwerkingen ervan. Door de samenwerking met de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap richt het zich tot andere bronnen van authentieke gegevens van het Gewest en/of de Gemeenschap, alsook tot werkgevers om mededeling van andere gegevens en de bijwerkingen ervan te verkrijgen.

Art. 8. Wanneer, bij toeval of bij overmacht, de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling momenteel niet georganiseerd of geraadpleegd kan worden, waarbij de controles of de toekenning van erkenningen, machtigingen, controles, aanmeldingen en/of uitbetalingen van subsidies in het gevaar worden gebracht, richten de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap zich tot werkgevers voor de mededeling van gegevens die nodig zijn voor de controle, de berekening van subsidies en het toezicht op de voorwaarden voor de erkenningen, aanmeldingen en machtigingen.

In het geval dat, wegens een disfunctie van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, deze de nodige authentieke gegevens niet kan meedelen voor de controles of de toekenning van erkenningen, machtigingen, controles, aanmeldingen en/of uitbetalingen van subsidies, is het Secretariaat-generaal bevoegd om het geheel van de informatie te verkrijgen die nodig is voor de controle, de berekening van subsidies en het toezicht op de voorwaarden voor de erkenningen, aanmeldingen en machtigingen, door onder andere contact op te nemen met de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap en de betrokken werkgevers.

Art. 9. De gegevens vermeld in de artikelen 4 en 5 worden ten minste één keer per jaar en ten hoogste één keer per kwartaal ingezameld indien de aanpassing nodig blijkt voor de uitbetaling van subsidies en het toezicht op de voorwaarden voor de erkenning, de aanmelding, de controle en de machtiging bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en de werkgevers.

HOOFDSTUK II. — *De gegevens als statistisch instrument*

Art. 10. § 1. Het Secretariaat-generaal bezorgt de betrokken ministers, alsook de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap die dat nodig hebben voor de doelstellingen bedoeld in artikel 6 van het Decreet, de gegevens verrat in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling. Deze mededeling kan slechts betrekking hebben op de anoniem of gecodeerd gemaakte gegevens.

§ 2. Enkel de statistieken die uit anonieme of gecodeerde gegevens voortvloeien, zullen mogen ontwikkeld worden met behulp van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

§ 3. Het Secretariaat-generaal, dat zijn opdracht aan het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën uitbesteedt (ETNIC), maakt de gegevens noodzakelijk voor de doelstellingen bedoeld in artikel 6 van het Decreet en verrat in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, anoniem of, bij gebrek hieraan, gecodeerd, voordat ze aan de personen bedoeld in § 1 bezorgd worden.

Bij het overbrengen van anoniem of, bij gebrek hieraan, gecodeerd gemaakte gegevens, deelt het Secretariaat-generaal de personalia mee van de persoon (en) die verantwoordelijk is (zijn) voor de verwerking van gegevens.

§ 4. Het Secretariaat-generaal, dat zijn opdracht aan het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën uitbesteedt, neemt alle nodige en gepaste maatregelen zodat anonieme gegevens niet in persoonsgegevens of gecodeerde gegevens niet in niet-gecodeerde persoonsgegevens omgezet kunnen worden. In dit kader worden de gecodeerde gegevens bewaard volgens de nadere regels en termijnen bedoeld in artikel 2, § 1, 1° van het Decreet voor de niet-gecodeerde persoonsgegevens.

§ 5. Het Secretariaat-generaal vraagt een advies aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer over elk project van verwerking van gegevens van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling voor statistische doeleinden.

Daartoe moet de volgende informatie overgebracht worden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer :

- het voorwerp van de statistische studie;
- het doel van de statistische studie;
- de gegevens verrat in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, die overeenstemmen met de variabelen bedoeld in de artikelen 4 en 5 en die nodig zijn voor de statistische studie;
- de aanstelling van de Minister, de dienst of de instelling van de Franse Gemeenschap die gegevens nodig heeft die verrat zijn in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling voor de statistische studie;
- de aanstelling van personen binnen de diensten of instellingen van de Franse Gemeenschap, die belast zijn met het ontvangen van de mededeling van anonieme of gecodeerde gegevens en die bevoegd zijn voor het gebruik van deze gecodeerde anonieme gegevens voor de statistische studie.

HOOFDSTUK III. — *De nadere regels voor de veiligheid en de vertrouwelijkheid*

Art. 11. § 1. Het Secretariaat-generaal is verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992. Het is belast met de organisatie van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling, de bepaling van een strategie inzake veiligheid, de ontwikkeling van een homogeen veiligheidsbeleid en de aanstelling van de verantwoordelijke die belast zal worden met de invoering van het veiligheidsplan.

Het Secretariaat-generaal werkt een veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan uit van niet-gecodeerde persoonsgegevens, alsook van anoniem of gecodeerd gemaakte gegevens.

§ 2. Het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) is de "verwerker" in de zin van artikel 1, § 5 van de wet van 8 december 1992.

§ 3. De persoon aangesteld overeenkomstig artikel 9 van het decreet als adviseur inzake de veiligheid van de informatie en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, heeft een opdracht van advies, documentatie, stimulatie en controle wat betreft de toepassing van de wet van 8 december 1992 binnen het Ministerie.

Art. 12. Het veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan uitgewerkt door het Secretariaat-generaal moet het volgende bevatten :

- 1° een uiteenzetting van de methode voor de analyse van risico's betreffende de persoonsgegevens;
- 2° de in aanmerking komende prioriteiten en de mechanismen die ingesteld zijn of ingesteld moeten worden naar aanleiding van deze analyse van risico's;
- 3° de planning van de invoering;
- 4° de beschrijving van de ingestelde organisatorische regels;
- 5° de beschrijving van het proces voor het beheer van veiligheidsincidenten;
- 6° de beschrijving van het proces voor de bewustmaking van de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap voor dit beleid;
- 7° de in aanmerking komende bepalingen om het veiligheidssysteem te blijven bijhouden dat pas ingesteld wordt;
- 8° de veiligheidsprocedure voor de mededeling aan werkgevers van persoonsgegevens die als basis hebben gediend voor een beslissing inzake erkenning, machtiging, controle, aanmelding of uitbetaling van subsidies.

Het veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan wordt door de Secretaris-generaal goedgekeurd.

Het veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan wordt bijgewerkt ingeval van wijziging aangebracht aan de organisatie en/of de verwerking van gegevens opgenomen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling. Het bijgewerkte veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan wordt door de Secretaris-generaal goedgekeurd.

Het veiligheids- en vertrouwelijkheidsplan wordt ten minste één keer per jaar opnieuw geëvalueerd.

Art. 13. Alle persoonsgegevens worden opgeslagen in een beveiligde databank op een specifieke server toegewezen door het "ETNIC" aan het Secretariaat-generaal. De secretaris-generaal, alsook de ambtenaren van het Secretariaat-generaal belast met het beheer en de bijwerking van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling zijn de enige die toegang hebben tot het geheel van de gegevens opgenomen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

De toegang tot deze gegevens door de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap gebeurt mits de toestemming van de secretaris-generaal die het Ministerie van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt.

Art. 14. De Secretaris-generaal en de Administrateur-generaal van de "O.N.E." stellen met naam en schriftelijk, respectievelijk binnen het Secretariaat-generaal en de "O.N.E.", de personen aan die mededeling mogen hebben en die toegang mogen krijgen tot de persoonsgegevens wegens de ambten die ze bekleden en de vereisten gebonden aan het verzamelen van gegevens en aan het beheer van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling. De aldus aangestelde personen verbinden zich schriftelijk ertoe voor de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens waartoe ze toegang hebben, te zorgen.

De lijst van personen aangesteld overeenkomstig het eerste lid, met vermelding van hun titel en ambt, wordt opgesteld en elk jaar verstuurd voor informatie aan de veiligheidsadviseur van de Franse Gemeenschap en aan de veiligheidsadviseur van de "O.N.E.", elk wat hem betreft, en aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Deze bijgewerkte lijst wordt ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 15. De Administrateur-generaal van de "O.N.E." stelt, binnen de "O.N.E.", een adviseur aan inzake informatie, veiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De adviseur heeft een opdracht van advies, documentatie, stimulatie en controle wat betreft de toepassing van de wet van 8 december 1992 binnen de "O.N.E.". Hij zorgt ervoor dat de gegevens die ter beschikking worden gesteld via de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling gebruikt worden overeenkomstig de bepalingen van het Decreet, alsook van dit besluit.

Art. 16. § 1. De diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap nemen alle nodige maatregelen om de toegang tot persoonsgegevens vervat in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling te beperken tot de enige personen die uitdrukkelijk belast zijn met het gebruik van deze gegevens en voor zover ze deze gegevens nodig hebben in het kader van een procedure voor machtiging, controle, erkenning, aanmelding of uitbetaling van subsidies.

§ 2. De Secretaris-generaal en de Administrateur-generaal van de "O.N.E." stellen met naam en schriftelijk, respectievelijk in de verschillende diensten van de Franse Gemeenschap en binnen de "O.N.E.", de personen aan, die in het kader van een procedure voor machtiging, controle, erkenning, aanmelding of uitbetaling van subsidies, toegang hebben tot persoonsgegevens van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling wegens de ambten die ze bekleden en hun behoefte om de bovenvermelde gegevens te kennen.

§ 3. De Administrateur-generaal van het "ETNIC" stelt met naam en schriftelijk, de personen aan die toegang hebben tot persoonsgegevens van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling wegens de ambten die ze bekleden en hun behoefte om deze gegevens te kennen om het ambt van "verwerker" uit te oefenen in de zin van artikel 1, § 5, van de wet van 8 december 1992.

§ 4. De aldus aangestelde personen verbinden zich schriftelijk ertoe voor de veiligheid en de vertrouwelijkheid te zorgen van de gegevens waartoe ze toegang hebben. De lijst van de aldus aangestelde personen met vermelding van hun titel en ambt, wordt opgesteld en voor informatie bezorgd aan de veiligheidsadviseur van de Franse Gemeenschap en de veiligheidsadviseur van de "O.N.E.", elk wat hem betreft, en aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 5. De Secretaris-generaal, de Administrateur-generaal van de "O.N.E." en de Administrateur-generaal van het "ETNIC" werken een lijst bij van de raadplegingen van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling zodat de raadplegingen, doelstellingen en verwerkingsprocessen, alsook de betrokken gegevens kunnen gecontroleerd worden. Deze lijst mag geen enkel inhoudelijk gegeven bevatten.

§ 6. De Secretaris-generaal, de Administrateur-generaal van de "O.N.E." en de Administrateur-generaal van het "ETNIC" nemen ook alle nodige technische en organisatorische maatregelen om de persoonsgegevens te beschermen tegen de toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, tegen de ongeoorloofde toegang tot deze gegevens, tegen hun ongeoorloofde verspreiding, tegen de wijziging van of de verbinding met andere gegevens.

Art. 17. Elke werkgever opgenomen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling heeft toegang tot de gegevens die hem aangaan overeenkomstig de artikelen 9 en volgende van de wet van 8 december 1992.

De diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap hebben toegang tot de gegevens opgesomd in artikel 4 en tot de gegevens bedoeld in artikel 5, elk wat hen betreft.

Art. 18. § 1. De werkgevers bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet kunnen, binnen de 30 dagen na de kennisgeving van een beslissing genomen inzake erkenning, machtiging, controle, aanmelding of uitbetaling van subsidies, aan elke dienst en instelling van de Franse Gemeenschap de mededeling vragen van persoonsgegevens die als basis voor zo'n beslissing gediend hebben.

De diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap delen elektronisch en, ingeval van een aanvraag van de werkgever, per post binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag, de persoonsgegevens mee die als basis voor deze beslissing hebben gediend.

De termijn bedoeld in het vorige lid, wordt tussen 16 juli en 15 augustus geschorst.

§ 2. Als de persoonsgegevens die als basis gediend hebben voor een beslissing genomen inzake de erkenning, de machtiging, de controle, de aanmelding of de uitbetaling van subsidies, niet meegedeeld worden door de betrokken diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap aan de werkgever binnen de bovenvermelde termijn, kan de werkgever zich richten tot de bevoegde functionele minister om de mededeling ervan te bekomen. De bevoegde functionele minister bezorgt de gevraagde gegevens binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag om mededeling van de gegevens die aan hem gericht is. Deze termijn wordt tussen 16 juli en 15 augustus geschorst.

Het gebrek aan mededeling van gegevens door de bevoegde functionele minister binnen de bovenvermelde termijn is gelijk aan een beslissing tot weigering.

§ 3. Bij betwisting van de gegevens die meegedeeld worden en die als basis hebben gediend voor een beslissing inzake de erkenning, de machtiging, de controle, de aanmelding of de uitbetaling van subsidies, beschikt de werkgever over een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de mededeling van de bovenvermelde gegevens door de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschap of door de functionele minister om een beroep in te dienen bij de bevoegde functionele minister.

De bevoegde functionele minister geeft zijn beslissing betreffende de beoordeling van gegevens die als basis hebben gediend voor een beslissing inzake de erkenning, de machtiging, de controle, de aanmelding of de uitbetaling van subsidies binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep van de werkgever. Deze termijn wordt tussen 16 juli en 15 augustus geschorst.

Indien de bevoegde functionele minister binnen deze termijn zich niet heeft uitgesproken, betekent de beslissing een verwerping van het beroep.

Art. 19. De Franse Gemeenschap is de producent van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de zin van de wet van 31 augustus 1998 betreffende de rechtsbescherming van databanken, en de titularis van alle daarmee verbonden rechten. Behalve de terbeschikkingstelling van gegevens om het doel bedoeld in artikel 6 van het decreet te bereiken, wordt de commercialisering van de inhoud van deze gegevens door verkoop, verhuur, verspreiding of elke andere vorm van terbeschikkingstelling aan derden verboden. Meer in het algemeen wordt elk ander gebruik dan zuiver intern als steun aan de activiteit van erkende gebruikers uitdrukkelijk verboden.

HOOFDSTUK IV. — Samenstelling en werkingswijze van het begeleidingscomité en het sturingscomité

Afdeling 1. — Het Begeleidingscomité

Hoofdstuk I : Samenstelling

Art. 20. § 1. Het Begeleidingscomité is samengesteld als volgt :

- 1° de voorzitter van het Begeleidingscomité of zijn vertegenwoordiger;
- 2° de voorzitter van het Sturingscomité of zijn vertegenwoordiger;
- 3° een medewerker van de Minister-President belast met het dossier « geïnformatiseerde databank »;
- 4° een vertegenwoordiger van de Dienst belast met de verwerking van de geïnformatiseerde databank, alsook zijn plaatsvervanger, beide aangesteld door de Secretaris-generaal;
- 5° een vertegenwoordiger van de Dienst Onderzoek of zijn plaatsvervanger, beide aangesteld door de Secretaris-generaal;
- 6° de leidend ambtenaar van de Juridische Dienst van het Ministerie of zijn plaatsvervanger die hij aanstelt;
- 7° de inspecteur van Financiën belast met de aangelegenheden inzake het personeel of zijn plaatsvervanger die hij aanstelt;
- 8° een vertegenwoordiger van elke functionele minister die de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling gebruikt;

- 9° de veiligheidsadviseur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de "O.N.E.";
- 10° een vertegenwoordiger van het ETNIC of zijn plaatsvervanger, aangesteld door de Administrateur-generaal van het ETNIC;
- 11° een vertegenwoordiger van elk algemeen bestuur die de geïnformatiseerde databank gebruikt of zijn plaatsvervanger, aangesteld door de betrokken Administrateurs-generaal;
- 12° een vertegenwoordiger van de "O.N.E." of zijn plaatsvervanger, beide aangesteld door de Administrateur-generaal van de "O.N.E."

De Minister-President(e) legt de lijst van de leden van het Begeleidingscomité, alsook hun plaatsvervangers ter voorafgaand advies aan de Secretaris-generaal voor. Daarna, op de voordracht van de Minister-President, stelt de Regering de leden van het Begeleidingscomité aan, alsook de plaatsvervangers.

Bij afwezigheid van een lid en van zijn plaatsvervanger, kan een vervanger voorgesteld worden met uitdrukkelijke toestemming van de Voorzitter van het Begeleidingscomité.

§ 2. De Voorzitter nodigt volgens de behoeften of aanvragen van het Comité de volgende personen uit :

- deskundigen;
- vertegenwoordigers van dienstverleners die aan de werken van de geïnformatiseerde databank hebben bijgedragen en waarvan de prestaties onderzocht worden door het Comité in het kader van een procedure voor de bekrachtiging of het uitbrengen van advies.

De uitgenodigde leden wonen slechts de gedeeltes van de vergadering van het Begeleidingscomité bij die ze betreffen.

Hoofdstuk II : Werking

Art. 21. Het Begeleidingscomité wordt door zijn Voorzitter bijeengeroepen en vergadert ten minste één keer per jaar. De Voorzitter roept ambtshalve het Begeleidingscomité bij of op aanvraag van één van de functionele ministers die betrokken zijn bij het gebruik van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling.

Art. 22. Een vergadering van het Begeleidingscomité over het onderzoek van het evaluatieverslag vindt ambtshalve plaats om de twee jaar, ten laatste in de loop van de maand mei volgend op de referentieperiode bedoeld in artikel 10, § 5, a), 1° van het decreet.

De - zelfs voorlopige - conclusies van het Begeleidingscomité over het evaluatieverslag, worden ten laatste voor volgend 15 juni aan het Sturingscomité bezorgd.

Art. 23. Het verslag dat volgt op de analyse op initiatief van de Secretaris-generaal overeenkomstig artikel 10, § 5, a), 1° van het decreet, bevat het volgende :

- 1° een overzicht van de beheersgegevens en statistische informatie die beschikbaar zijn in de databank;
- 2° een staat van de beheersverwerkingen die elk jaar uitgevoerd worden door de dienst belast met de geïnformatiseerde databank, in samenwerking met het "ETNIC";
- 3° een staat van de statistische verwerkingen die elk jaar uitgevoerd worden door de dienst belast met de geïnformatiseerde databank, eventueel in samenwerking met het "ETNIC".

Onder staat van verwerkingen wordt verstaan het volledige overzicht van de exploitatie-aanvragen met vermelding, in elk geval, van de naam van de aanvrager(s), de datum van de aanvraag, zijn synthetische voorwerp, de termijn voor een antwoord, een korte uitleg van de eventuele vertragingen om een antwoord te geven, alsook een korte uiteenzetting over de mogelijke problemen daaromtrent.

- 4° een synthetisch overzicht van de beheersgegevens en de statistische gegevens volgens :
 - a) de frequentie van de verzoeken die ze betreffen;
 - b) de oorsprong van de verzoeken die ze betreffen;
 - c) hun betrouwbaarheidsgraad.
- 5° een overzicht van het personeelsbeleid in voltijs equivalent en werkbetrekkingen, voorbehouden voor de geïnformatiseerde databank, alsook de werkingskosten en de nadere regels voor de samenwerking tussen de cel belast met de geïnformatiseerde databank, de diensten van de Administratie en het "ETNIC" en, als dit het geval is, met andere partners.
- 6° de technische of conceptuele ontwikkelingsvereisten van de geïnformatiseerde databank met inbegrip van de mogelijke linken met de gewestinstellingen.

Afdeling 2. — Het Sturingscomité

Hoofdstuk I : Samenstelling

Art. 24. § 1. Het Sturingscomité is samengesteld als volgt :

- 1° de voorzitter van het Sturingscomité of zijn vertegenwoordiger;
- 2° de voorzitter van het Begeleidingscomité of zijn vertegenwoordiger;
- 3° een vertegenwoordiger van elke functionele minister betrokken bij de geïnformatiseerde databank, alsook zijn plaatsvervanger;
- 4° een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting van de Franse Gemeenschap of zijn plaatsvervanger;
- 5° een technische vertegenwoordiger van elke functionele minister die de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling gebruikt of zijn plaatsvervanger;
- 6° de verantwoordelijke van de dienst belast met de verwerkingen van de geïnformatiseerde databank of zijn plaatsvervanger;
- 7° de Administrateur-generaal van het "ETNIC" of zijn vertegenwoordiger;
- 8° de Administrateur-generaal van de "O.N.E." of zijn vertegenwoordiger;
- 9° een vertegenwoordiger van de organen belast, in voorkomend geval, in het Brussels Gewest en in het Waals Gewest, met de invoering van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling;

- 10° de ambtenaar die het Secretariaat-generaal vertegenwoordigt als eigenaar van de toepassing of zijn plaatsvervanger;
- 11° een vertegenwoordiger van elke vakbondsorganisatie belast met de non-profit sectoren of zijn plaatsvervanger;
- 12° een vertegenwoordiger van elke werkgeversorganisatie van de non-profit sectoren of zijn plaatsvervanger.

De vertegenwoordigers van de sociale partners nemen nochtans slechts met recht deel aan de vergaderingen van het Sturingscomité die de evaluatie van het decreet ten doel hebben.

De Minister-President benoemt de leden van het Sturingscomité, alsook de plaatsvervangers.

Bij afwezigheid van een lid en van zijn plaatsvervanger, wordt een vervanger voorgedragen met uitdrukkelijke toestemming van de Voorzitter van het Sturingscomité.

Art. 25. Volgens de agenda van de vergaderingen, de behoeften of de aanvragen van de leden van het Sturingscomité, nodigt de Voorzitter deskundigen, leden van het Begeleidingscomité, bestuursassistenten, verkozenen of vertegenwoordigers van de sociale partners of van de burgerlijke maatschappij uit.

Hoofdstuk II : Werking

Art. 26. Het Sturingscomité vergadert ambtshalve op bijeenroeping van zijn Voorzitter.

De Voorzitter roept ambtshalve het Sturingscomité bij, op aanvraag van één van de functionele ministers die betrokken zijn bij het gebruik van de geïnformatiseerde databank, van de voorzitter van het Begeleidingscomité of van de sociale partners.

In dit laatste geval moet de aanvraag om vergadering schriftelijk ingediend worden en dit, twee maanden op voorhand, door het geheel van de leden die de vakbondsorganisaties vertegenwoordigen in het Comité of van hun plaatsvervangers, of door het geheel van de leden die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen in het Comité of hun plaatsvervangers.

Bij straffe van nietigheid moet de aanvraag gemotiveerd worden en de punten nauwkeurig bevatten die de sociale partners wensen te onderzoeken.

Art. 27. Het Sturingscomité is het advies- en raadgevend orgaan van de Minister-President inzake de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling. Hij bereidt de beslissingen van de Minister-President en van de Regering voor, naargelang het geval, om de toepassing van het decreet en de genomen oriëntaties te waarborgen, aanpassingsbepalingen, zelfs andere nieuwe oriëntaties voor te stellen, in voorkomend geval, wegens onvoorziene gebeurtenissen. Het is ook, voor de geïnformatiseerde databank voor de non-profit tewerkstelling, een bevoorrechte instelling voor overleg tussen de vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap en de sociale partners. Het beslist en beraadslaagt geldig, bij voorkeur bij consensus, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij meningsverschil en op aanvraag van de betrokken leden, worden de verschillende meningen opgenomen in de notulen. Uitzonderlijk, wanneer gewenst wordt dat de meningsverschillen in het bijzonder naar voren worden gebracht, kan een stemming aangevraagd worden, maar in elk geval moet het principe daarvan aanvaard worden door de meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 28. Een vergadering van het Sturingscomité over het onderzoek van het verslag van het Begeleidingscomité betreffende de tweejaarlijkse evaluatie van het decreet, vindt ambtshalve plaats om de twee jaar, ten laatste in de loop van de maand oktober volgend op de referentieperiode bedoeld in artikel 10, § 5, a, 1°, van het decreet.

Tijdens deze vergadering worden de – zelfs voorlopige - conclusies, zelfs voorlopig, van het Begeleidingscomité over het evaluatieverslag van de geïnformatiseerde databank onderzocht.

Art. 29. Het Sturingscomité brengt zijn advies uit over het verslag van het Begeleidingscomité binnen een termijn van één maand volgend op de vergadering bedoeld in artikel 28, die twee keer verlengd kan worden om buitengewone redenen die behoorlijk opgenomen worden. Het advies wordt dan bezorgd aan de betrokken raden en commissies voor advies, alsook aan het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Dit advies vermeldt uitdrukkelijk en specifiek de overwegingen uitgedrukt door de vertegenwoordigers van de sociale partners.

Art. 30. Het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap en dit besluit treden in werking op 1 april 2009.

Brussel, 26 maart 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente,

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMO.N.E.T

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA